



Déclaration commune CGT Educ'action 91 et FSU 91 au CTSD du 21 avril 2015

Monsieur le Directeur Académique,

En votant à l'unanimité contre vos propositions, les organisations syndicales étaient conscientes des répercussions sur le mouvement et le travail des services mais c'est bien le ministère qui a retardé les opérations de carte scolaire 1^{er} degré pour cause d'élections départementales alors qu'elle ne l'a pas fait pour le second degré qui est lui directement concerné par les conseils départementaux ! Comprenez qui peut. De plus, ce premier CTSD pouvait se tenir immédiatement dans la semaine suivant les élections et pouvait être reconvoqué avant les vacances éventuellement.

Ce nouveau CTSD est nécessaire en raison de votre décision de supprimer des demi-décharges dans des secteurs d'Education Prioritaire.

Cette décision est inacceptable pour les personnels des écoles concernées. Elle l'est également pour les partenaires de l'école, parents, élus municipaux, personnels sociaux ou de soins qui savent combien est utile ce temps pour que l'Ecole réponde aux besoins multiples d'élèves de secteurs difficiles.

Vous avez d'ailleurs reçu pétitions et courriers témoignant de cet attachement.

Dans les écoles, les personnels ont un sentiment d'incompréhension, voire d'être lâchés par leur hiérarchie. A tel point que les décisions de participation au mouvement se multiplient.

Monsieur le Directeur Académique, vous pouvez encore revenir sur cette décision. Ce serait un signe fort vis-à-vis de ces collègues. Ce serait également la preuve que l'Administration est bien au service de l'Education, ce dont nos collègues doutent souvent.

Nous demandons de plus que les levées de fermeture définitives ou différées ainsi que les ouvertures soient prononcées lors de ce CTSD dès lors que les seuils sont atteints.

Enfin, il nous paraît indispensable que les spécificités du secteur rural soient prises en compte.

Vous le savez, les organisations syndicales ont unanimement déposé un préavis de grève pour le 5 mai sur cette question et les collègues ont anticipé en envoyant leurs intentions d'être grévistes.

Au-delà du mouvement qui se profile en cette rentrée, nous voulons vous alerter sur le ras-le-bol exprimé lors de nos rencontres avec la profession. Vous avez d'ailleurs eu communication d'un certain nombre de faits lors du CHSCTD.

Le département n'est certes pas maître de la dotation liée au budget national. C'est ainsi que nous avons fait grève contre celui-ci et contre l'austérité le 9 avril. Mais la direction départementale doit veiller à ce que le climat professionnel soit serein.

Nous attendons de vous les décisions nécessaires pour qu'il en soit ainsi.